

HEAD-QUARTERS, SEVENTH MILITARY DISTRICT.

New-Orleans, 8th March 1815.

After having resisted the open efforts of the enemy, he must not be permitted to accomplish by art and intrigue what he was unable to effect by the exertion of his military skill and veteran prowess. The commanding general is responsible for the safety of this section of the Union, and it *shall* be protected, against every design of the enemy, in what manner soever he may shape his attack, whether it be made by the known and declared foe, or by the pretended and deceitful friend.

Under specious pretences, attempts have been made to diminish our force by withdrawing the French inhabitants of Louisiana. These men, contrary to the expectation of the enemy, had not only acted with fidelity, but displayed a zeal as honourable to themselves as it was grateful to the commanding general. Yet there are not a few, (and their number, it is apprehended, is increasing) who, under the guise of subjects of the French monarch, allied with Great Britain, suffer themselves to be seduced from their duty; thereby realising the hopes, and aiding the projects of the enemy.

Urged by the necessity of the measure an order was issued on the 28th ultimo, in the following terms. viz.

"All French subjects, having the certificate of the French consul, countersigned by the order of the commanding general, will repair to the interior, not short of Baton Rouge, until the enemy shall have left our waters, or the restoration of peace. This measure has become necessary from the numerous applications of the kind, and will be carried into immediate effect. Notice will be taken of such persons as may remain after the 3d of next month, and all officers are ordered to give information of every such person, remaining after that period, as may come within their knowledge."

For the purpose of alienating many of those Frenchmen who have been distinguished as brave soldiers, this order has been basely misrepresented, and made to apply to persons for whom it was never designed. Excited by this cause to more industrious opposition, the lurking traitor is now labouring to feed with fresh fuel, a spirit of discontent, disobedience and mutiny, too long secretly fermenting.

As well, therefore, to restrain the few corrupt citizens we have among us, as to guard against the dangerous designs of persons not citizens nor owing allegiance to the United States, all officers and soldiers are strictly ordered and enjoined to enforce the said recited order, by arresting forthwith all such persons as are described therein, and to confine them and make report.

And all officers and soldiers are strictly enjoined to give the earliest intelligence of all mutiny, intended mutiny, sedition, or excitement of mutiny and sedition, and to arrest all such persons as they may find concerned therein, and confine them for trial, agreeably to the rules and articles of war, and without regard to the rank or standing of such person or persons.

ANDREW JACKSON,
Major-general commanding

QUARTIERS GÉNÉRAUX.

SEPTIÈME DISTRICT MILITAIRE.
Nouvelle-Orléans, le 8 Mars 1815.

Après avoir résisté aux attaques ouvertes de l'ennemi, il ne lui sera pas permis sans doute d'accomplir par la ruse et l'intrigue ce qu'il n'a pu faire par l'habileté militaire, la discipline et le courage de soldats vétérans. Le Commandant Général est responsable du salut de cette section de l'Union; elle sera protégée contre tous les desseins de l'ennemi, de quelque manière qu'il combine ses attaques; soit qu'il les dirige comme un assaillant ouvert et déclaré, soit en se présentant sous le masque trompeur de l'amitié.

Sous des prétextes spécieux, on a fait des tentatives pour diminuer notre force, en lui enlevant les habitants Français de la Louisiane. Ces hommes, comme l'attente de l'ennemi, se sont honorablement conduits avec fidélité, mais ils ont excité un zèle aussi honorable pour eux-mêmes qu'agréable au commandant-général. Cependant, il en est plusieurs, (et il est à craindre que ce nombre s'augmente encore) qui, sous prétexte d'être sujets du monarque Français, allié de la Grande Bretagne, se laissent séduire et sortent de la ligne de leur devoir, réalisant ainsi les espérances et secondant les projets de l'ennemi.

Forcé par la nécessité de la circonstance, un ordre fut rendu le 28 du mois passé, en ces termes :

"Tous sujets Français ayant le certificat du Consul Français, contre signé par l'ordre du Commandant-Général, se rendra dans l'intérieur, non plus près que Baton Rouge, jusqu'à ce que l'ennemi ait quitté nos eaux, ou jusqu'au rétablissement de la paix. Cette mesure est devenue nécessaire à cause du grand nombre de réclamations de ce genre, et sera mise immédiatement à exécution. On prendra note de toutes les personnes de cette classe qui seraient restées après le 3 du mois prochain, tous les Officiers ont ordre de donner la liste de celles dont ils auraient connaissance."

A l'effet d'aliéner quantité de ces Français qui s'étaient distingués comme de braves soldats, cet ordre a été basement falsifié, en sorte qu'il paraissait s'appliquer à des personnes qui n'y étaient nullement désignées. Encouragé par cet essai à une opposition plus fréquentière, le traître et le bas-contre-jour agit, travaille à entretenir la même activité à souiller l'esprit de mécontentement, de désobéissance et de mutinerie qu'il s'efforce de faire fermenter en secret depuis trop longtemps.

En conséquence, autant pour contenir le petit nombre de citoyens corrompus qui sont parmi nous, que pour nous garantir des projets dangereux de personnes non-citoyens des Etats-Unis ou ne leur devant pas d'allegiance, il est enjoint et strictement ordonné à tous Officiers ou soldats de prêter main forte à l'exécution de l'ordre ci-dessus, en les arrêtant sur le champ, de les confiner et d'en faire leur rapport.

Et il est enjoint strictement à tous Officiers et soldats de donner sur le champ connaissance de toute mutinerie, complot, sédition, ou provocation à la mutinerie ou à la sédition, et d'arrêter toutes les personnes qui pourraient être trouvées y participant, et de les livrer pour être jugées conformément aux lois et à l'équité militaires sans égard au rang de telle personne ou personnes.

ANDREW JACKSON,
Major-Général, Commandant.